

4

Médiatisation des idéologies politiques dans le conflit en Côte d'Ivoire : le rôle des espaces de discussion de rue

La compétition politique en Côte d'Ivoire a favorisé le développement des moyens de communication des acteurs politiques. A côté des journaux et des meetings utilisés pour diffuser les idéologies défendues, les entrepreneurs politiques voient tout l'intérêt qu'ils peuvent tirer des espaces de discussion de rue qui se multiplient.

Dès lors, les leaders politiques entreprennent d'impliquer ces espaces dans leurs circuits de communication. L'opération de rapprochement est d'autant plus facile que les acteurs de ces espaces partagent les idéologies promues.

C'est véritablement à la faveur de la crise du 19 septembre 2002 que ces espaces se sont imposés comme des instruments stratégiques de communication politique. Presque toute la classe politique s'est ruée vers ce nouvel outil d'où les vifs débats que ces espaces suscitent. Quand ils ne sont pas accusés d'avoir fait le lit de la guerre, ils sont vus comme des instruments mobilisés pour amplifier les antagonismes politiques.

Présentation des espaces de discussion de rue

La Sorbonne

La naissance de la « Sorbonne » est liée aux mutations religieuses qui ont traversé la Côte d'Ivoire dans les années 1980 (Bahi 2003:2). Dès sa création, elle est prise d'assaut par des pasteurs, des guérisseurs et autres évangélistes qui viennent y faire du prosélytisme. A côté des

prêches, ces religieux proposaient des objets qui faisaient la promotion de leur lieu de culte. Mais c'est véritablement à la suite de l'arrestation du prophète Gbahié Koudou Jeannot en 1986 que le religieux s'impose à la « Sorbonne ».

Ces « hommes de Dieu » regroupaient autour d'eux des personnes qui, à l'occasion, les interrogeaient sur certains aspects auxquels ils faisaient référence.

Il arrivait parfois que la recherche des ouailles se transforme en joutes oratoires au cours desquelles les différentes obédiences religieuses se livraient à des confrontations. Le prophète Jérémie raconte à ce propos :

A l'époque, c'est nous c'est-à-dire ceux qui parlaient de religion, qui étions les plus chauds ici. Chacun défendait sa religion. Parfois on proposait un thème sur la religion et chacun était sensé venir parler à la foule pour défendre son Dieu. Souvent ça chauffait mais on finissait par se calmer [K. 25 septembre 2006].

Le commerce est, depuis la création de la « Sorbonne », l'une des activités principales de cet espace. L'informel alimentaire est représenté par de nombreuses femmes qui exercent dans la restauration.

A la pause, entre midi et deux heures, des fonctionnaires et d'autres travailleurs du secteur privé venaient prendre le déjeuner dans les « maquis³ » qui se sont installés à la « Sorbonne ». Des mets locaux étaient proposés aux consommateurs, à des prix adaptés à toutes les bourses.

En plus de la restauration, la « Sorbonne » accueille des marchands ambulants, des vendeurs et vendeuses d'eau, de cigarettes, etc. On y commercialise également des médicaments. La vente de CD, de DVD et d'accessoires de matériel informatique y est très développée. L'achat de médicaments est la solution donnée à tous les démunis qui ne peuvent avoir accès aux médicaments dans une officine agréée. La « Sorbonne » nourrit donc l'automédication qui est d'ailleurs pratiquée par la population abidjanaise à 45 pour cent (BNETD 2005:44).

A ces débuts la « Sorbonne », était un espace de critique de la sphère politique. La « Sorbonne » s'est fixé des objectifs que l'un de ses plus anciens membres expose en ces termes :

Nos objectifs sont contenus dans nos textes. La Sorbonne a été créée pour lutter contre le SIDA et les feux de brousse. Nous sommes là aussi pour lutter contre la pauvreté et l'insalubrité. Vous avez sans doute remarqué qu'il y a beaucoup de vendeurs de médicaments et d'autres produits africains, des tradipraticiens. C'est simple. Nous faisons la promotion des scientifiques ivoiriens et même africains.

On développe la médecine du pays. Notre médecine soigne peut être mieux que les autres. Mais on veille à ce que tout se passe bien donc quand c'est mal fait on les ramène à l'ordre [K. 25 novembre 2006].

Pour ses fondateurs, la « Sorbonne » n'appartient à personne. Elle est indépendante et se donne le droit de veiller au respect de la liberté d'expression par le régime. Son Président la décrit en ces mots :

Nous observons les dirigeants. Nous observons les responsables, le peuple. Tout le monde. On attire l'attention quand ça ne va pas et on ramène à l'ordre aussi. On est au dessus de tous les autres qui regardent sans rien dire. Nous sommes les seuls à nous prononcer sans crainte sur tous les sujets.

C'est ça la force de la Sorbonne. Nous sommes une sorte de gardien qui veille sur la Côte d'Ivoire [D. 25 septembre 2006].

A partir de l'ouverture du marché politique le 30 avril 1990, on constate un changement du discours. Cette ouverture a consacré l'arrivée de nouveaux partis politiques dans le champ politique ivoirien. L'un des plus anciens orateurs de la Sorbonne confirme cette thèse en ces mots :

A l'époque, chacun était libre de parler de son parti ici là. Tout le monde parlait. Les gars du RDR avaient leur place tout près ici là, regarde, et puis l'autre côté c'était le PDCI. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec personne venaient parler aussi sur nous. Mais nous on était d'accord avec tout ça. Y avait une ambiance très choc ici [M. 14 septembre 2006].

De petits groupes se formaient autour des orateurs qui tentaient de convaincre un auditoire hétéroclite qui, à l'occasion, applaudissait pour approuver ou houspillait pour marquer sa désapprobation.

Chaque camp devait rivaliser d'habileté et de bonne culture pour s'imposer aux autres et ce n'était pas toujours facile de rallier à sa cause des personnes qui passaient le plus clair de leur temps à lire les journaux et à discuter.

Les antagonismes politiques qui opposent les partis politiques ont vite fait d'investir la rue.

La polémique politique pénètre les débats politiques et la liberté d'expression qui fondait ces espaces s'effrite et s'oriente. Une vision monolithique de la chose politique se construit et s'impose comme mode de pensée.

L'arrivée au pouvoir du Général Guéi Robert en 1999 marque définitivement l'orientation politique de la Sorbonne. Ce dernier reçoit les « sorbonnards » sur le parvis de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire pour se prononcer sur le sujet de la nationalité pendant « la guerre du ET et du OU⁴ ».

C'est véritablement après l'éclatement de la crise du 19 septembre 2002 que le discours politique dans les EDR s'éclate et durcit en formant des blocs. Certains orateurs notamment ceux de l'opposition se retirent. Voici ce que pense à ce sujet un orateur :

Avant on était ici ensemble. Dès que la guerre du 19 septembre 2002 a éclaté, ils ont tous disparus. On les a pas chassés mais on ne voit plus le RDR ni le PDCI. Ils se reprochent quoi ? S'ils sont partis, c'est qu'ils se reprochent quelque chose ou bien, mon frère ? Guerre là a commencé on était les seuls à venir ici le lendemain. C'est nous même on a dit aux vendeurs que y a plus rien de venir. Tout le monde est là. Eux ils sont où ? On ne mange pas l'homme. Même dans audiences foraines on a les invités pour venir échanger ils ne sont pas venus. Nous on n'a qu'à faire quoi dans ça là [P. 14 septembre 2006].

Pendant la transition militaire, les acteurs politiques ont perçu tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de la « Sorbonne ». A la veille des élections présidentielles, les hommes politiques ont investi la « Sorbonne » pour augmenter le volume de leur électorat. Un acteur de cet espace témoigne à ce propos :

Quand Guéi nous a reçus au palais, les gens ont parlé, ils se sont plaints. Mais ce qui fait rire, c'est que plusieurs d'entre ces gens sont venus nous voir pour qu'on gère leur campagne. On a reçu plein de politiciens, les gens comme Mel Théodore, Lida Kouassi, Gomont et les autres. Le général lui-même savait pourquoi il nous a reçus. Tous les gars étaient en transe. Nous, on est au Plateau mais quand il fallait faire les élections municipales, on quittait à Yopougon, Koumassi, Cocody et Port Bouët pour battre campagne ici. Les directeurs de campagnes nous suivaient au quartier. Ils étaient sur nous comme miel qui attire les enfants. Mais nous on les recevait au nom de la liberté d'expression » [K. 22 novembre 2006].

L'action politique de la « Sorbonne » s'intéresse à tout. La consternation née à la suite du déversement des déchets toxiques à Abidjan a animé les débats. Le Secrétaire à l'organisation de la « Sorbonne » nationale explique :

Nous on n'a pas échappé aux sorciers de l'opposition. Ils ont failli verser déchets toxiques ici, l'autre côté là-bas vers le mur là. Comment ils ont calculé jusqu'à c'est chez nous ici ils viennent mettre ça. C'est Koudou qui nous a calmés sinon on allait régler ça très vite. On se connaît ici au Plateau. Le Maire nous connaît très bien. Après, c'est pour dire que les gens sont mauvais qu'ils ne respectent pas les autorités or eux-mêmes ce sont des faux types [LG. 5 mai 2007].

On le voit, l'année 1999 a consacré l'orientation politique de cet espace. La prégnance du fait politique a abouti à l'éclatement de la « Sorbonne »

et à une construction de plusieurs autres espaces. Ceux-ci fonctionnent par blocs marqués par la construction d'opinions politiques monolithiques rangées aux côtés des formations politiques auxquelles ils se sont ralliés.

Le Tout Puissant Congrès d'Abobo (TPCA)

Le Tout Puissant Congrès d'Abobo (TPCA) est l'un des nombreux espaces qui ont été créés au lendemain de la crise du 19 Septembre 2002. Aux dires de ses membres fondateurs, cette organisation est née pour défendre les institutions de la République et le Président Laurent Gbagbo.

En janvier 2003, débutent les activités de cet espace qui s'identifie par le nom de « Congrès d'Abobo ». Six mois plus tard, il change de nom en ajoutant au premier un substantif qui traduit l'efficacité des grandes démonstrations de force « Le Tout Puissant ». Il devient donc, « Le Tout Puissant Congrès d'Abobo ». Trois raisons essentielles ont motivé ce changement de nom.

D'abord, l'espace s'étend sur une vaste superficie qui, les jours ordinaires, accueille une population qui oscille entre 3 000 et 4 000 personnes.

Les jours fériés et non ouvrables (samedi et dimanche), ce sont plus de 6 000 personnes qui visitent l'espace. Cette foule peut passer à 10 000 âmes lorsqu'un invité de grand calibre est sollicité (homme politique et leaders de la galaxie patriotique). Cette population fait du TPCA un parlement doté d'une grande capacité de mobilisation. C'est du reste, pendant les événements de Novembre 2004 que cet espace s'est taillé sa réputation de « *tout puissant* ».

Non seulement il a réagi le premier au message de mobilisation de Charles Blé Goudé invitant les patriotes à sortir pour protéger les sites stratégiques du District d'Abidjan, mais, il a également fourni à ce mouvement le plus gros contingent de manifestants.

Les deux grins

L'ex « Maquis Ravin », devenu « Diamantin », a couvert de son aura une petite zone du quartier Abobo Sagbè couramment appelé « Abobo derrière rails ». Il se confond avec une petite gargote où une femme d'un certain âge vend des mets pour le déjeuner et le dîner. Il est coincé sur son flanc gauche par une baraque de fortune qui sert d'atelier de coiffure à l'un des membres. Il jouxte un pan de la clôture d'une habitation qui est, en réalité, la concession des parents de l'un des acteurs de cet espace.

A l'origine, de jeunes gens se rassemblaient face à la clôture pour échanger entre eux. Tous les jours, ils se réunissaient à cet endroit et consommaient du thé. Ils se retiraient de temps à autre pour faire les courses des parents où des aînés du quartier. Au fil du temps, le *yôrô*⁵ comme ils l'appellent, s'est agrandi, avec l'arrivée de nouvelles personnes. En effet, du fait de déménagement, ils ont été rejoints par des jeunes qui ont intégré le groupe parce qu'ils habitent le même quartier, jouent au football ensemble et participent aux *comités*.⁶

Outre la participation aux compétitions sportives et aux débats, ces jeunes s'adonnent à des jeux de société (carte notamment) en écoutant de la musique reggae en fond sonore. Ce sont les chansons du reggae roots (Gladiators, Steele Pulse, Burning Spear), Tiken Jah, etc.

Le grin de la commune d'Adjamé se situe à la rue Djolème⁷ au quartier Marie-Thérèse non loin du 17^e arrondissement. Le nom du quartier est lié à celui de la maternité qui reçoit les parturientes et les autres malades du quartier. Plus précisément, la rue fait face à la société Edipresse et à l'établissement ISTC-IMST près du bureau de la poste. En réalité, la signalétique officielle matérialisée par une pancarte la nomme « Rue Hadja Massiata Konaté ».

Le « QG » ou quartier général renvoie au pan de mur de la société La Carterie qui accueille les membres de ce grin. A ces débuts, il était un lieu où de jeunes élèves du quartier se réunissaient pour discuter et jouer aux cartes.

Ils étaient rejoints par des élèves en vacances venus passer quelques temps avec les parents. Après l'obtention du Baccalauréat, ils se sont tous retrouvés à Abidjan. Ils continuent de se voir les soirs pour deviser au « QG ».

Stratégies de diffusion des idéologies politiques

Les espaces de discussion de rue ont joué un rôle de premier plan dans la promotion des idéologies politiques. Cette fonction se décline dans les interconnexions qui existent entre ces espaces et les acteurs politiques et dans les codes de communication qui sont développés.

Interconnexions entre les espaces de discussion de rue et les acteurs politiques

Les interconnexions entre les acteurs politiques et les membres des espaces de discussion de rue se perçoivent dans l'identité des seconds, l'appui financier et matériel qui leur est apporté. Certains membres des espaces de discussion de rue sont proches des partis politiques.

Ils reçoivent un soutien des leaders politiques dans le cadre de l'entretien de leurs espaces.

Identité des acteurs des espaces de discussion de rue

Les espaces de discussion de rue sont à majorité animés par des jeunes dont l'âge oscille entre 20 et 36 ans. Les élections présidentielles d'octobre 2000 ont marqué l'entrée des jeunes dans le champ politique (Konaté 2003:1).

L'évolution du poids de la jeunesse sur la scène révèle la volonté de cette catégorie sociale de reconfigurer l'espace politique pour se positionner socialement.

En effet, le dernier recensement de 1998 démontre que 40 pour cent de la jeunesse en âge de travailler serait au chômage. Dès lors, il devient très facile pour elle de se laisser convaincre par les acteurs politiques.

Un de ces jeunes répond à ce sujet : « Moi je suis jeune et je parle pour défendre les idées d'une jeunesse qui ne travaille pas du fait de la guerre. Que les rebelles laissent le pays en paix pour que nous on travaille pas » [D. 14 septembre 2006].

Certains animateurs de ces espaces sont membres de partis politiques ou de mouvements politiques dirigés par ces jeunes leaders. Ils sont donc à la fois animateurs d'espaces politiques et militants des formations politiques défendues par ces espaces de discussion de rue. Ainsi, les responsables de ces espaces sont inscrits dans des réseaux qui leur permettent de partager les capitaux politiques qu'ils ont engrangés dans le champ politique en répercutant les idées de leurs partis autour d'eux. Le responsable du « grin » d'Abobo affirme :

En tout cas, ici là, faut pas se cacher la vérité, si tu n'es pas RDR, tu peux pas t'asseoir. Même si on ne te fait rien tu vas pas être à l'aise parce que ici là c'est un espace pur RDR. D'ailleurs même pourquoi FPI va venir ici même ? On veut même pas les voir ici. C'est le RDR qu'on a choisi et c'est avec lui qu'on marche depuis le début. On se sent proche de ce parti qui défend la cause des gens comme nous. Il pense pour nous et quand on est assis ici là, c'est pour parler de ce parti. Tu sais, de plus en plus, on est devenu très utile. Les vieux nous écoutent. Quand tu vas à la maison, les vieilles personnes te demandent les nouvelles du pays. On est des envoyés spéciaux, si tu veux, des journalistes parce que c'est nous on informe nos vieux et nos vieilles qui ne savent pas lire et écrire. Tu vois un peu ? La dernière fois quand on a fait notre programme pour participer à l'organisation de l'enterrement de la mère de ADO, les vieux ont fait palabre avec nous, il voulait aller là bas eux tous. On a dit non mais ils ont refusé. Or y a d'autres même qui ne peuvent même pas bien marcher.

Tout ça à cause d'ADO. Donc on a loué des gbakas pour eux. Arriver y a beaucoup qui sont tombés mais on va faire comment, tout le monde aime ADO.

Je me rappelle quand ils sont allés casser la tombe de la maman de ADO après l'enterrement, les vieux là ont récité des sourates, ils ont même prié pour maudire ceux qui ont fait ça. C'est eux mêmes qui nous ont dit d'aller au cimetière pour protéger la tombe. C'est pour te dire que les grins se passent même dans la tête aussi. Les vieux ne viennent pas s'asseoir pour causer avec nous mais ils sont des membres [TK. 2 mai 2007].

Du côté de la « Sorbonne » la réponse est toute nette, le soutien au Président de la République est affirmé sans nuance : « Si on est avec Koudou, ça fait quoi. On est avec lui aujourd'hui, on est avec lui demain, on est avec lui toujours, pian. Et puis y a rien » [G. 3 mai 2007].

On peut soutenir que certains de ces espaces sont nés de la volonté des acteurs politiques eux-mêmes. C'est le cas du « Congrès » dont l'un des membres affirme :

Le Congrès d'Abobo, c'est une structure patriotique que les jeunes ivoiriens ont mis sur pied pour combattre contre l'impérialisme qui a agressé la Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002. Donc en fait c'est une structure de lutte pour défendre les institutions de la République et le Président de la République Laurent Gbagbo [TG. 3 mai 2007].

Appui financier et matériel

Les espaces de discussion de rue perçoivent une aide matérielle et financière de la part des partis politiques pour réaliser leurs activités. Dans sa parution du 17 juin 2005, *Le Courrier d'Abidjan* écrivait à ce propos :

Le Président du Front Populaire Ivoirien (FPI), Pascal Affi N'Guessan, s'apprête à offrir un lot de matériels à la Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire (FENAAPCI), dirigée par Idriss Ouattara (...). Selon nos informations, l'aide du Président du FPI aux agoras et parlements – au nombre de cinquante – repartis sur l'ensemble du territoire ivoirien va consister en la remise de matériels pratiques. C'est-à-dire des outils dont les « parlementaires » ont besoin dans l'exercice de leurs activités. Il s'agit, en effet, de plusieurs mégaphones, de haut-parleurs, du matériel complet de sonorisation, des bancs, des bâches, etc. dont ont besoin les orateurs et le public lors des débats. (...)

En réalité, le Président du FPI, qui a effectué une tournée d'explication de la crise dans les agoras et parlements d'Abidjan au plus fort de la crise, répond ainsi aux doléances des jeunes qui les animent (*Le Courrier d'Abidjan* juin 2005).

La proximité de ces espaces avec le champ politique participe à leur légitimation. On peut même soutenir que certains parrains des espaces de discussion de rue sont des acteurs politiques qui, de par leur soutien matériel et/ou financier renforcent leur capacité d'action et les crédibilise auprès de leur auditoire. Le Président de la FENAAPCI affirme sur ce :

Nous devons reconnaissance au Président du FPI car sa tournée dans les agoras et parlements a permis à l'opinion de savoir qu'on n'était pas des plaisantins. Il nous a légitimés. (...) C'est un vrai homme politique. Au lendemain des accords de Linas-Marcoussis, en dépit des pressions qui pesaient sur lui, il a bravé le public des agoras et parlements pour s'expliquer. Nous louons donc son courage et sa détermination (Ibidem).

Le Président de la FENAPCI a interprété la visite du premier responsable du FPI comme un acte de ralliement de ce parti à la cause de ces espaces. Pour Idriss Ouattara : « Le FPI et les agoras sont en phase et mènent le même combat » (Ibidem).

D'autres acteurs politiques issus du FPI supportent les charges matérielles et financières des agoras et parlements. Lors de la cérémonie d'intronisation du président de l'Union Nationale des Orateurs des Parlements et Agoras de Côte d'Ivoire (UNOPACI), Moïse Lida Kouassi, conseiller du Président Laurent Gbagbo a promis de satisfaire à une doléance de cette organisation.

En effet : « Lida Kouassi a aussi répondu à la doléance des orateurs « patriotes » qui lui ont demandé une voiture de liaison et des moyens financiers pour l'accomplissement de leur mission. « Votre méthode des « piécettes » est la garantie de votre liberté de la parole. Mais nous donnerons ce que nous pouvons » (24 Heures 2006).

D'autres acteurs politiques issus du FPI supportent les charges financières des agoras et parlements. Ce sont entre autres, les maires des communes de Yopougon et de Cocody, les députés de Koumassi et d'Abobo.

Ils dotent ces espaces en matériel (bancs, chaises, etc.) et assurent le financement de certaines manifestations. Le Président du FPI et le maire de Cocody ont participé financièrement à l'organisation du meeting animé par M. Affi N'Guessan Pascal le 27 septembre 2006 dans le cadre de la mobilisation de ces espaces pour le départ des soldats français de Côte d'Ivoire.

Le trésorier du TPCA affirme, au sujet de l'aide reçue que :

Au début, c'était difficile mais ça va maintenant. On a reçu un puissant matériel de sonorisation de la part de notre président Idriss Ouattara qui

a eu ce matériel grâce à l'aide de la première dame, les cadres du FPI et Affi N'Guessan. Elle nous aide de temps en temps. Elle nous a donné des bancs. En général, ce sont les cadres du FPI qui nous aident quand on a des difficultés. Ce sont des patriotes [LG. 5 mai 2007].

Dans le même ordre d'idées, le secrétaire à l'organisation de la « Sorbonne nationale » martèle que :

Je dis, ça fait quoi si le Président et ses collaborateurs aide les patriotes ? Hein ? Ça fait quoi ? C'est un faux débat que les gars soulèvent pour nous distraire. Il n'y a pas de mal à ce que Lida Kouassi, Williams Attéby ou Kabran Appia nous donnent de l'argent pour faire des tee-shirts. Il est normal que le Président nous aide. Quand la première Dame a donné la sono aux agoras là, qui est mort ? Personne. Si les patriotes comme Attey Philippe nous donnent car pour aller à Agboville c'est pas un crime. C'est sa contribution à la lutte patriotique [LP. 26 avril 2007].

Les « agoras » ont également reçu le soutien du parti au pouvoir dans le cadre de l'organisation de la caravane de la paix organisée par les « agoras » et « parlements ». Un orateur témoigne :

Construire la paix n'est pas dangereux. Donner les moyens à des jeunes qui autrefois se battaient pour qu'ils se réconcilient n'est pas mauvais. C'est ce que tout le monde souhaite. D'ailleurs les gars de l'ONUCI qui se promènent dans les grosses patroles climatisées sont très bien payés par la communauté internationale qui les paye pour ramener la paix en Côte d'Ivoire.

Alors le Président de ce même pays a le droit de prendre son argent pour le donner aux « parlements » et « agoras » pour calmer les esprits. Il fait sa part dans le processus de réconciliation. Ce qu'il a dépensé pour nous gérer, il ne le fait pas pour lui-même mais pour le peuple et pour Dieu. Pour une fois que même la communauté internationale reconnaît qu'il n'est pas en train de financer une milice comme ils aiment le dire, je crois qu'il faut l'encourager. L'apôtre Paul lui-même a persécuté les chrétiens avant mais il est devenu chrétien par la suite et il a fait l'œuvre de Dieu. Et il a été béni. C'est ce que Koudou fait aujourd'hui, après la guerre, il travaille pour la paix [Konin, 24 avril 2007].

Les « grins » aussi perçoivent de l'aide de la part des hommes politiques. Un « kôro » explique :

Dans certaines situations, en tout cas les gars là nous gère. La dernière fois, par exemple on a organisé un tournoi de football et c'est un conseiller du ministre des NTIC, Hamed Bakayoko qui nous a donné un peu d'argent et du matériel pour que ça réussisse. Le Maire aussi il fait un peu ; quand le mois de carême arrive, il nous donne des paquets de sucre et du lait. Pour la fête même on a été invité à manger chez lui Ramadan là [L. 23 avril 2007].

L'engagement politique offre aux acteurs des espaces de discussion de rue une opportunité de mobilité sociale. Ils se présentent donc comme un moyen de promotion socio-politique. On s'insère dans un espace de discussions pour capter des ressources économiques susceptibles d'améliorer une condition sociale difficile. Ainsi, pour un membre : « Avec la crise que nous vivons, le grin devient un espoir d'intégration économique parce que dans le grin on tisse un petit réseau de relations qui, lorsqu'il est bien maîtrisé, on peut avoir des marchés, des contrats ou un petit job ». [K. 15 septembre 2006]. A Adjamé, on ne dit pas le contraire. L'un de ces membres affirme :

Les grins sont fondés sur l'idéologie RDR. La majorité des grins qui sont dans la commune d'Adjamé là sont tous des sympathisants du RDR à tel point qu'il y a des responsables de sections qui sont membres de beaucoup de grins. Parce que le politicien a besoin de l'homme pour faire la politique. Or, en se mettant à l'écart de ses grins alors, il sera un faux politicien et il ne sera pas légitime. Il est obligé maintenant d'aller puiser sa légitimité dans les grins. C'est le cas des grands politiciens ici, des députés, des maires. Pour avoir une légitimité, il est obligé de venir en bas, aller composer avec les grins, voir de quoi les grins ont besoin.

Sinon ils font des cadeaux sporadiques ; ça peut être des paquets de sucre, des prises en charge pour aller à l'école et même des emplois même les départs à la Mecque quand le gars est bien solide et bien organisé y a rien [B. 2 mai 2007].

Un autre acteur, membre du « Congrès » témoigne à ce sujet :

En tout cas, au début, c'était dur sur moi. On était sur le terrain pour les opérations difficiles. Mais les gens ont reconnu notre travail et après les événements de Novembre 2004, un cadre du parti m'a trouvé ce boulot et ça va un peu. Je me défends maintenant. Si tu es concret sur le terrain, y a rien ; pour toi va sortir propre [L. 15 septembre 2006].

L'un des aînés d'un espace de discussions a fait appel aux jeunes diplômés qui sont au chômage pour leur offrir un emploi. Quelques-uns ont été reçus aux concours d'entrée à la Fonction publique grâce à l'intervention d'autorités pour qui ils se sont battus. Un de ceux qui ont bénéficié de cette forme de rétribution explique :

J'ai présenté le concours deux fois, j'ai échoué. J'étais très découragé à cause des problèmes de famille. Et un jour, le doyen a décidé que nous sommes tellement engagés pour la cause qu'il était temps de nous aider. Il a activé son circuit et nous sommes rentré en ordre [O. 16 septembre 2006].

Cette situation est d'autant plus intéressante qu'une catégorie d'acteurs, notamment à la Sorbonne et au TPCA, fait de ces espaces un lieu de travail. Le marché de la joute oratoire leur est favorable d'autant plus qu'il a tendance à se professionnaliser.

Par jour, ces personnes engrangent des sommes qui oscillent entre 15 000 et 20 000 FCFA sans compter les petits en-cas dont ils sont gratifiés par ceux qui les invitent. Ce sont des repas dont le menu se compose de poissons ou de viande braisés, une soupe épicée, de l'attiéké arrosés de boissons. Pendant les audiences foraines cette activité a été très florissante d'autant plus qu'ils étaient très sollicités.

Un secrétaire à l'organisation ajoute ceci :

Je n'ai rien à envier aux fonctionnaires. Je m'en sors avec de l'argent qui me permet de bien vivre. Nos responsables vivent bien nous aussi on doit faire autant.

Quand l'actualité politique se chauffe c'est une bonne période pour nous. On mobilise et on a un budget pour ça. J'ai pu même ouvrir une cabine téléphonique et un petit commerce de vente de sachets quelque part. Les patriotes ne mentent pas [T. 15 septembre 2006].

Il apparaît dès lors que l'implication dans les espaces de discussion de rue répond à des motivations personnelles. Celles-ci sont captées par les acteurs politiques qui les utilisent pour constituer un réservoir de sympathisants ou de militants. L'existence de liens entre les espaces de discussion de rue et les acteurs politiques est bien réelle. Ces relations sont des opportunités pour les partis politiques pour véhiculer les mots d'ordre dans ces espaces. L'enjeu est d'autant plus grand que ces espaces se déroulent, pour la plupart dans la rue, donc mobilise les masses.

Codes de communication et mobilité des acteurs

Les codes de communication sont l'ensemble des formes d'expression développés par les espaces de discussion de rue pour échanger. Les échangeant transparaissent à travers l'action psychologique mise en marche dans les discours et les autres pratiques.

Symbolisme des choses ou comment s'adapter au peuple pour mieux le contrôler

Nous entendons par symbolisme des choses toutes les pratiques (tenues vestimentaires, chansons, surnoms, etc.) qui ont cours dans ces espaces. C'est aussi le sens que ces acteurs donnent à ces choses.

Les tenues, les chansons, les slogans sont puisés dans l'environnement qu'ils fréquentent. De ce fait la diffusion des idéologies de la sphère politique aux populations est plus aisée.

A la Sorbonne et au Congrès, les mots *nouchi*⁸ sont au cœur de la communication. Les orateurs utilisent des expressions comme *gbaé*,⁹ *monter dans le djébèl*, *les djoukôrô*.¹⁰

Dans le rituel de communication, les acteurs parlent de « *faire les piécettes* » ou de « *donner à boire à l'orateur* ». Concernant les pièces d'argent, celles de 5, 10 et 25 FCFA sont appelés « *pièces guinéennes* » ou « *petites pièces* ». Les « *pièces métisses* » sont les pièces de 500 FCFA. Les pièces de 50 et 100 FCFA sont les « *pièces limées* » ou les « *pièces blanches* ». Les billets de banque sont les « *billéllets* » ou les « *feuilles* ». Un orateur, dont le surnom est Thabo Mbéki (nom de l'ancien Président sud-africain), explique le choix de ce style de communication :

La plupart de nos auditeurs sont jeunes et même quand ils sont vieux, ils sont cool. Ils s'adaptent. Ici, nous nous adressons au peuple. Or, toi-même tu sais que le niveau d'instruction n'est pas trop élevé ici. On rentre donc dans le style populaire pour que tout le monde puisse comprendre. L'idée est simple on prend des mots facile, que tout le monde comprend pour que le message passe plus facilement. On ne fait que s'aligner sur le niveau du peuple [TM. 4 mai 2007].

Dans les « grins », la même technique est utilisée. Le message est adapté au niveau de compréhension du groupe. Un responsable du « grin » d'Abobo témoigne :

Chez nous, y a beaucoup de gars qui sont pas allés loin à l'école. Quand ça chauffe, on descend au pays et on parle dioula et puis ça passe. Même quand on est en français, le niveau est bas. Pour nous les étudiants, c'est facile ; or, les autres, ce n'est pas toujours évident. Notre souci est que le message du parti doit passer, donc on est prêt à tout. Je t'ai parlé de cette affaire des accords de Ouagadougou, on a pris et on a expliqué un peu un peu aux gars et puis il on compris. On a peur, si on fait pas ça les gars du FPI vont les embrouiller donc nous on gère comme ça [K. 28 avril 2007].

Derrière le souci d'adaptation du discours à la compréhension des auditeurs se cache la disqualification de l'adversaire par la logomachie. Écoutons les propos d'un orateur devant son auditoire :

Quand on fait des analyses, il y a lieu de réfléchir et nous faisons des analyses en tenant compte de la position de l'adversaire. Parce que les analyses unilatérales là, ça fait que beaucoup de gens nous distraient. Donc ce que nous sommes en train de vivre là, ceux qui ont une mémoire d'éléphant vont se rappeler qu'on revient à la situation avant la 1633 de l'année dernière. Quand la 1633 est sortie, j'ai été un des premiers à dire la 1633 est mauvaise ; la 1633, c'est mauvais. C'était dans les bois. Parce que la 1633 parlait de désarmement, faire le gouvernement. Mais ça c'était du déjà vu puisque Marcoussis elle-même parlait de désarmement. Moi

je crois que le Président si il est constant, si il reste dans sa logique, le sommet de la CEDEAO, c'est un non évènement, c'est un non-sens pour lui. Parce qu'il faut pas aller là-bas pour se faire avoir lui-même, on a fini avec l'étape CEDEAO. Regardez, regardez dans la CEDEAO, qui est sérieux ? Qui est sérieux ? Compaoré ? Un gars qui n'a jamais organisé élection chez lui ? Y a qui ? Le seul qui peut être pouvait aller soutenir Gbagbo c'est Lansana Conté, lui-même là, c'est sa femme maintenant qui lave son visage quand il se réveille. Donc le débat au niveau de la CEDEAO c'est un débat qui n'a pas de sens. Ce qu'ils sont en train de mijoter, le Président est déjà au courant. Il sait comment il va contrecarrer ça. Donc personne doit être inquiet, on est déjà dans la victoire. Dans quelques jours, on va débloquent cette situation là. Actuellement ça passe ou ça casse [G. 2 octobre 2006].

La disqualification est plus violente à la « Sorbonne » et au « Congrès » lorsqu'il s'agit de la France qu'on accuse d'avoir commandité la guerre. Pour un responsable :

Le Président a tenu un grand discours hier à Lokoua. Je vous ai dit hier ici que Chirac était allé le dire, et la folie de Chirac, cette folie nous arrange, l'état de folie de Chirac arrange la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire doit utilisée cet état pour enfoncer davantage la France. Et c'est ce que le chef est en train de faire, le Président de la République hier, en répondant, parce que un grand homme, c'est ça. Chirac s'est rendu à Bucarest. Et c'est de là-bas qu'il a dit que ... il regrette la Côte d'Ivoire qui était bien au temps de Houphouët-Boigny. Lui il ne reconnaît plus la Côte d'Ivoire au temps de Laurent Gbagbo. Cette Côte d'Ivoire qui avait tout donné à la France. La France ne manquait de rien quand Houphouët-Boigny était au pouvoir. Si vous avez entendu, vous avez bien entendu la réponse du chef. Oui le temps de Houphouët Boigny là c'est fini, c'est fini, c'est fini, c'est fini, c'est fini, c'est fini ! Il faut ovationner très fort le chef, le Président Laurent Gbagbo, lui qui incarne la République et qui incarne l'Etat de Côte d'Ivoire. Le temps d'Houphouët-Boigny est fini [LG. 2 mai 2007].

Un orateur au « Congrès » résume cette logique de discours théologique et de légitimation/disqualification dans son discours dont voici un extrait :

Allô, allô. Bonsoir chers amis congressistes. Je voudrais vous demander d'acclamer Dieu Tout Puissant, vous demander également d'acclamer Laurent Gbagbo et je voudrais avec tout le respect que je vous dois, vous demander de vous acclamer vous-mêmes. Parce que depuis quatre ans les ivoiriens sortent, ils viennent écouter pour se fortifier et défendre leur patrie avec leur dernière énergie. Cela mérite d'être salué publiquement. C'est pour cela que je vous demande une fois encore de vous acclamer. Chers amis, ce soir, nous parlerons en grande partie d'actualité. Nous

parlerons des différents derniers discours du Chef de l'Etat ensuite nous parlerons du RHDP et particulièrement de Konan Bédié. Ensuite nous allons parler de la communauté internationale et particulièrement de la France. Ensuite nous allons achever notre propos par des consignes qu'on doit vous laisser. Ceci étant, chers amis, si ma feuille de route est validée, faites-le savoir avec du bruit. Bien, une fois encore, je vous salue. Je parlais des deux derniers discours de Laurent Gbagbo il faut plutôt dire trois derniers parce que, derrière vous, hier, il a fait un discours. Parce que avec Laurent Gbagbo lorsque nous parlons de discours, prenez le mot dans son sens philosophique que plutôt dans le sens littéraire, ce que nous connaissons tous. Quelqu'un qui écrit un papier devant un micro et il parle. Ici, ça c'est comme pour Konan Bédié. Laurent Gbagbo conscient, ayant confiance en soi-même, n'a pas pour habitude de préparer des discours écrits. Il parle, c'est son discours. Donc disons les trois derniers discours. D'abord le tout premier, Laurent Gbagbo disait comme ça que si jamais il n'y a pas d'élections à partir du 31 octobre 2006, lui, Laurent Gbagbo demeure Président de la République de Côte d'Ivoire, Chef d'Etat. Lorsque Laurent Gbagbo parle, il sait de quoi il parle. Hier, ATT sort donc et conteste son discours. Les gens se sont réunis au Ghana sur instruction de la CEDEAO. Première phase de la communauté internationale, la CEDEAO. Ils vont donc mandaté Eyadema à conduire des négociations entre les personnalités officielles de l'Etat de Côte d'Ivoire représenté par Laurent Dona Fologo et de l'autre côté les rebelles. A cette réunion qui a duré pratiquement cinquante-huit jours, un moment le Chef Wade prend la parole et depuis Paris où il était, il dit Lomé est un échec et comme lui c'est une marionnette de la France, lorsqu'il a dit que ceux qui ont des oreilles pour entendre et des yeux pour voir, un cerveau pour réfléchir, on doit automatiquement comprendre que c'est la France qui parlait à travers la bouche de Wade. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que la CEDEAO elle-même reconnaît qu'elle a échoué dans la recherche de la solution à la crise ivoirienne.

Alors les gars se sont rendus à Linas Marcoussis, à Linas Marcoussis la Côte d'Ivoire officielle était absente c'est-à-dire le Gouvernement. Ce sont des privés qui vont décider du sort d'une nation et ils sont partis, ils ont signé des accords qui transpirent la malhonnêteté alors lorsqu'ils sont revenus on a convoqué Laurent Gbagbo à Kléber et ses accords ont été conclus.

Dans ces accords, prenons le préambule simplement. Ces accords là reconnaissent l'existence des institutions ivoiriennes : Président, Primature, l'armée, la Grande chancellerie. Tout ce qui fonctionne était en train de fonctionner normalement. Ils ont reconnu ça. Ils ont même félicité les juristes ivoiriens pour avoir doté notre pays d'une constitution démocratique. Ça c'est écrit dans le préambule de l'accord de Linas Marcoussis. Ça veut dire Linas Marcoussis n'a jamais proposé la

suppression d'une quelconque constitution, encore moins le démantèlement d'une quelconque institution. Tous les autres accords, qu'il s'agisse de Pretoria I et II, d'Accra II et III, la résolution 1633, tous ces accords, dis-je, ont été inspirés et conçus sur la base de Linas Marcoussis. Or ce jour là, l'ONU était là, ça veut dire qu'elle prenait en charge le problème de la Côte d'Ivoire. Voilà que maintenant là le GIT, en sa dernière séance demande au Conseil de Sécurité de l'ONU de supprimer ou de suspendre la Constitution ivoirienne. En même temps, il veut qu'on remette tous les pouvoirs de l'exécutif à un éventuel Premier ministre. Gbagbo dit qu'il aura recours à l'UA et, au même moment, on convoque des assemblées de l'ONU et convoque Laurent Gbagbo personnellement pour lui dire qu'en marge des assemblées de l'ONU, il aura un mini-sommet sur la Côte d'Ivoire. Un mini sommet qui est informel parce que ça ne représente rien de légale.

Laurent Gbagbo qui est véritablement très infiltré dans les réseaux diplomatiques internationaux savait déjà qui seraient présents à cette réunion-là. Il dit : « moi je ne viens pas là-bas, je ne peux pas y aller et je ne me ferai même pas représenter ». Les gars, le lendemain, ils ont écrit sur leurs journaux : « oh Gbagbo est prêt à partir, Konan Banny est déjà parti ». Mais dans les coulisses le départ de Konan Banny à New York était un départ justifié pour Laurent Gbagbo. Laurent Gbagbo dans son entretien avec Konan Banny avant son départ, il a dit à Konan Banny, « cher ami tu dois partir à New York pour deux raisons fondamentales. Moi je n'irai pas parce que je suis autonome. Je dépends du peuple de Côte d'Ivoire. Mais toi, tu dépends de la communauté internationale, c'est elle qui t'a donné ta feuille de route, c'est elle qui veut évaluer la feuille de route, tu es obligé d'aller leur parler. Tu as ma bénédiction, vas-y ».

Les gars ont interprété donc : Gbagbo dit il va partir, Banny lui il dit il s'en va. Gbagbo dit ce n'est même pas un problème. Il est parti. Regardez quelque chose qui fait mal. La Côte d'Ivoire est un pays essentiel. C'est pas le minimum qui nous manque. Notre Premier ministre quitte la Côte d'Ivoire pour New York, il débarque à Paris. Mais de Paris pour aller à New York, mais y a beaucoup de vols, on peut payer même un milliard de transport pour le Premier ministre de Côte d'Ivoire, le trésor ivoirien est capable de payer tous les quinze jours. Mais alors, Konan Banny prend le vol à bord duquel se trouve le Président Jacques Chirac. Et ils sont ensemble dans l'avion. Mais en ce moment, à New York, à l'aéroport, on attendait l'arrivée de plusieurs Chefs d'Etat et plusieurs Chefs de gouvernements donc les atterrissages précédaient aux atterrissages. Des chefs d'Etat étaient encore là en train de remplir les formalités pour partir à leur hôtel quand l'avion de Jacques Chirac atterrit. Il descend devant les observateurs internationaux et devant eux, Konan Banny qui descend derrière lui. Les gars arrivent dans la salle et comme vous pouvez le

savoir d'avance, étaient présents dans cette salle Wade, Toumani Touré, Blaise Compaoré et Koffi Annan, Paul Kagamé, Thabo Mbéki. On dit bon, Konan Bédié, il faut parler. Bédié dit « moi là, je suis d'accord avec le GTI. Il faut qu'on supprime la Constitution et qu'on fasse un Conseil d'Etat avec les quatre grands. Curieusement, les gens manquent de formation. Qu'est ce qu'ils appellent grands ? Mais ce Conseil d'Etat, Conseil de République doit être au-dessus du Premier ministre qui aura tous les pouvoirs exécutifs. Vous-mêmes, si vous êtes des esprits normaux vous voyez ce qui est irréalisable dedans non ? Un Conseil d'Etat, un Conseil de la République avec les quatre grands mais un Premier ministre investi de tous les pouvoirs de l'exécutif. Mais moi, j'ai tous les pouvoirs de l'exécutif, vous, vous allez user de quel article pour me contredire ? Moi j'ai tous les pouvoirs de l'exécutif, vous allez me faire quoi ? Ça c'est Konan Bédié. Ensuite Soro prend la parole. Soro dit, « je suis d'accord avec un Premier ministre qui possède tous les pouvoirs de l'exécutif. Mais un Conseil de la République constitué des quatre grands. Lui aussi il est parmi les grands hein ? Wàla, il dit comme ça les quatre autres grands il est dedans.

Et ensuite ceux-là seront simplement autour du Premier ministre comme un organe consultatif. Donc le Premier ministre est au-dessus d'eux. D'abord entre eux, y a contradiction. L'autre parle de Conseil de la République au dessus du Premier Ministre, Soro parle de Conseil de la République en dessous du Premier ministre. D'abord là, les autres ne s'entendent pas. Alassane Dramane Ouattara, on lui donne la parole ; et comme lui il a un accent particulier qui ne ressemble à rien à l'accent d'un Bété, d'un Baoulé, d'un Agni, d'un Attié. Savez, dans notre pays-là, quand une ethnique parle français, que tu l'écoutes attentivement, tu sais a peu près de quelle région il est. Wàla, bon lui prend la parole, il dit ouais dans mon pays. Les gens ont un peu écouté, ils disent non. On bavarde beaucoup mais lui là il ne parle pas trop comme Bédié, comme Soro lui-même, comme Banny. Ça veut dire, lui il parle comme Balise Compaoré. Donc peut-être, bon, on est en politique, continuez. Ça veut dire d'abord lui il est suspect. Les gens ont commencé à le suspecter. Et on continue. Lui aussi il propose la suppression de notre Constitution. Il propose un Premier ministre investi de tous les pouvoirs de l'exécutif et le même Conseil de la République. On demande à Brigitte Girardin qui était là représentant de la France avec leur Delasablière qui était là. Mais Brigitte Girardin étant membre du Gouvernement, elle avait, du point de vu du protocole, elle est au-dessus de l'ambassadeur. Alors c'est elle qui prend la parole, curieuse similitude entre les revendications françaises et celles des opposants ivoiriens. Mais les gens sont bêtes, ils se posent des question : « Vous êtes venus dans le même vol, vous posez les mêmes revendications, les mêmes virgules aux mêmes endroits. Qu'est ce qui s'est passé entre vous ? » Mais entre temps, Koffi Annan voulait prendre

la parole. Le tout puissant Thabo Mbéki parce que les gens comprennent pas, la puissance, mais c'est ça là qui donne la puissance, Thabo Mbéki l'a dit. Pour ceux qui ont de la mémoire, ça fait un peu longtemps que posséder ou bien avoir un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU ne donne pas forcément la puissance. Pour être puissance, il faut avoir une économie solide, capable de résister à tous les soubresauts internationaux. Il faut donc avoir une aptitude à la maîtrise de ses populations. Alors il va ainsi dire que la France n'est pas une puissance et que lui il est une puissance.

Wàla. C'est ce Thabo Mbéki là qui prend la parole et il dit : « vous parlez, moi j'ai compris hein, je ne suis pas contre ce que vous dites : je ne suis pas non plus d'accord avec ce que vous dites. Je suis au milieu. Mais désignons d'abord quelqu'un parmi nous parce que Gbagbo n'est pas là les décisions qu'on va prendre ici, celui qui va aller les transmettre aux ivoiriens, on n'a qu'à le choisir d'abord. On dit OK. On dit bon, grand frère Bongo comme tu dis, tu es le doyen 39 ans de règne c'est pas n'importe quoi. Depuis qu'il était Président y en a parmi vous qui n'étaient même pas encore nés ; 39 ans, peut-être moi qui vous parle j'avais 2 ans en ce moment, je suis pas un enfant d'aujourd'hui hein ? Bon on dit grand frère tu vas aller, il dit non non non Gbagbo me traite de rigolo je ne vais pas rentrer dans ça il va dit pire que ça donc ce n'est pas moi.

On dit ah, bon d'accord ! Blaise comme toi tu es devenu Président de la Commission de paix et de sécurité de l'UA, tu vas aller ». Il dit : non non non. Depuis que la crise a éclaté, je n'ai jamais mis mes pieds à Abidjan. Donc moi je n'irai pas là-bas » [LDD 2 octobre 2006].

Dans les grins, on rencontre des noms comme Mangou, Yao Yao Jules, Djédjé Mady, Jack Bauer, Ado, Al Capone, Scorpion, Cobra, MI 24, Cobra, Boka Yapi. A la Sorbonne et au TPCA, ce sont Mystic, Le Prophète Jérémie, Lekota, Salam, Belga, Le Doyen Jacques, Thabo M'Béki, etc. Au TPCA, ce sont Le Sénateur, le Colonel Logbo, Mangou, Anges Kessi, Malcom X, Le Gouverneur, Le xénophobe, Le ténébreux Mbeki, etc. A la Sorbonne, Mystic et Le Prophète Jérémie sont les spécialistes des questions religieuses. Le premier se dit « détenteur de tous les secrets d'Alassane Ouattara ». Lekota est l'expert des questions militaires, et Mbéki le stratège. Il se dit génie des plans d'attaque des ennemis de la Côte d'Ivoire. Le trésorier du Congrès d'Abobo donne une explication des surnoms :

Il est rare que les orateurs eux-mêmes se donnent des noms. Ça arrive. Mais la plupart du temps, ce sont les autres qui les baptisent. On prend des noms que tout le monde connaît. Des noms qui peuvent apporter un plus dans la lutte. Thabo M'Béki qu'on appelle souvent « Le xénophobe » a pris ce nom pour se moquer des Blancs. Il est xénophobe et puis ça fait quoi ?

Les noms ont des sens ici.

On est en Afrique et chez nous on ne donne pas n'importe quel nom n'importe comment à n'importe qui. Tout doit parler [LG. 4 mai 2007].

Le sentiment religieux est beaucoup développé dans ces espaces. La religion est utilisée comme le drapeau pour préparer les personnes à recevoir le message. La plupart des populations fréquente les nombreuses églises qui sont à Abidjan. Dans les « agoras » l'argument suivant est avancé :

Le peuple ivoirien ressemble au peuple d'Israël. Il croit en Dieu. Il est très croyant ce qui fait que ... il est très sensible au message de Dieu. Alors ne soit pas étonné que ces personnes là suivent Gbagbo, le digne descendant du roi David. Devant le Goliath de la France il a tenu bon, devant même l'ONU il tient. Parce qu'il a Dieu avec lui. Regarde il a reçu le don de sagesse du Saint esprit, c'est à cause de ça qu'il a réussi, seul, à faire aboutir les accords de Ouagadougou pour que lui et son petit Soro Guillaume s'entendent [LG. 4 mai 2007].

Le discours est devenu théologique. Au Congrès l'un des acteurs a déclaré à ce propos au cours d'une intervention :

Chers congressistes, ce soir on va parler de deux choses. La première chose c'est la parole que Chirac a prononcée hier. Chirac dit qu'il est désespéré, que lui, il n'a plus d'espoir, on va parler de ça et la deuxième intervention va concerner un peu le Président. Gbagbo dit qu'il n'est pas le Gouverneur, ni le Sous-préfet, ni le Préfet de quelqu'un. Donc il est un Chef d'Etat élu par son peuple. On va parler de ça et comme Gbagbo l'a dit, les gens vont dire demain que Gbagbo encore c'est un boulanger. Il dit oui aujourd'hui, demain il dit non. Un jour je vous ai déjà dit ça, que nous les chrétiens ; quand un chrétien se lève le matin, chaque matin, il va voir le boulanger spirituel qui est Dieu et, avant de prier, il dit : « père donne nous aujourd'hui notre pain du jour ». Dieu est le premier boulanger. Donc si Dieu est le premier boulanger et qu'on dit de Gbagbo qu'il est un boulanger, c'est Gbagbo aussi est un envoyé de Dieu. Donc Dieu a son esprit sur Gbagbo et personne ne peut avoir Gbagbo sur lequel Dieu a mis sa main et qui fait que les ennemis de la Côte d'Ivoire ne peuvent pas avoir raison de lui. Chirac dit qu'il est désespéré parce que à Marcoussis tout était prêt pour éliminer politiquement Gbagbo [LM. 2 mai 2007].

Dans les « grins », le même discours est tenu au sujet du leader du parti du RDR. Koné, membre d'un « grin » témoigne : « C'est Dieu seul qui a protégé ADO jusqu'à présent. Sans Dieu, il était mort. Plusieurs fois, on a voulu le tuer ; mais les prières des vieux le protègent. C'est à cause de ça que toutes les attaques ne marchent pas. Il est venu pour nous aider. Dieu peut pas le laisser seul, ce n'est pas possible » [K. 3 mai 2007].

La peur est la méthode la mieux partagée entre ces espaces. Il s'agit de créer la peur chez les auditeurs en leur promettant que la seule solution est leur leader politique. A propos des accords de Ouagadougou, Mystic affirme : « Moi je leur ai dit, la seule solution, c'est celle donnée par Gbagbo. Après ça c'est la guerre. Dieu l'a dit » [M. 5 mai 2007].

Lekota, spécialiste des questions militaires à la « Sorbonne » a prévenu : « Si ça ne marche pas, ce sera terrible. La seule solution est le médicament de Gbagbo. C'est lui, il connaît ce qui est bon pour son peuple qu'il connaît et qui le connaît. Les Premiers ministres bizarres qu'on choisit bêtement là, c'est fini, ça vient de nous et c'est Gbagbo qui donne » [L. 5 mai 2007].

Le message ne varie pas dans les « grins ». A Adjamé on dit ceci : « Si cette guerre-là continue, ils vont voir. Façon ils ont reculé pendant audiences foraines là, c'est petit. Ca va être la mort partout. Le pays est foutu depuis longtemps et on leur dit que c'est ADO la solution. Le FPI a échoué » [B. 2 mai 2007].

L'adaptation au peuple passe également par la co-construction du discours des acteurs politiques à travers l'interprétation des productions de la presse. Les messages véhiculés dans les journaux (souvent) créés par les partis sont relayés dans les espaces par les orateurs. Le « Congrès » et la « Sorbonne » se sont dotés d'une véritable bibliothèque où une revue de presse quotidienne est faite.

Instruits de l'actualité, les orateurs peuvent s'adresser aux auditeurs en privilégiant les points de vue des partis politiques autour desquels ils gravitent. Ainsi Le prophète Jérémie soutient : « Un orateur ne peut pas prendre la parole sans avoir lu les journaux, c'est dangereux. C'est une technique simple utilisée pour connaître l'adversaire et se préparer. On lit pour passer le message de Gbagbo et on lit pour bloquer le message des opposants-rebelles » [J. 5 mai 2007].

Dans les « grins », on lit la presse pour se documenter aussi. Koné le confirme en ces mots : « Nous là on lit les journaux, on va sur Internet pour se *ghoro*. Si tu lis pas pour savoir ce qui se passe. Si tu n'écoutes pas les RFI et les BBC là, tu vas avoir quoi ? Il faut lire et puis se *djober*, si tu as l'argent même, il faut payer livre » [K. 2 mai 2007].

Mobilité des acteurs

Les idéologies se propagent avec les mouvements des acteurs des espaces de discussion de rue. On distingue deux types de mobilités : la première qui s'effectue dans le District d'Abidjan est la mobilité interne. La seconde qui se pratique entre la capitale et les communes

de l'intérieur du pays est la mobilité externe. Cette mobilité des hommes et des idées permet de construire et de véhiculer dans le corps social les idéologies particulières défendues par les espaces.

Le contexte sociopolitique a exacerbé les antagonismes autour de l'identité nationale et de la patrie. De ce fait, chaque espace diffuse la perception du parti auquel il est affilié. Le FPI développe une idéologie nationaliste qui n'autorise pas l'intégration et l'assimilation des groupes étrangers. Il propose l'alternative de la lutte pour défendre les institutions de la Nation. En revanche, l'opposition qui fait la promotion du libéralisme avance l'idée de l'ouverture.

L'étranger est vu non pas comme une menace mais comme un partenaire au développement. Un membre du « grin » d'Abobo souligne cette dernière idéologie en ces termes : « Nous avons toujours été pour l'ouverture, comme notre leader d'ailleurs. La Côte d'Ivoire s'est construite avec l'aide des non nationaux. Ils viennent nous aider et non nous manger » [K. 2 mai 2007].

La mobilité interne

L'ouverture des espaces de discussion de rue aux acteurs politiques s'effectue également par la mobilité de ces animateurs. Ils se déplacent avec les idéologies politiques qu'ils disséminent dans leurs mouvements. Ils sont expressément envoyés en « mission pour achever l'action de propagande des partis politiques.

Les grins exercent dans des quartiers, mais il arrive parfois que, du fait de certaines activités professionnelles, familiales ou scolaires de leurs membres, l'idéologie qu'ils ont adoptée se déplace d'une aire géographique à une autre. L'un des aînés d'un grin explique cette situation :

Ici, les gars bougent beaucoup. Il y a certains qui quittent Abobo ou Yopougon pour se retrouver ici. On n'est pas souvent membre d'un seul grin. Ça dépend de la disponibilité. Je choisis un grin selon ma disponibilité, que je fréquente, je cause avec eux. C'est intéressant parce qu'il y a des jours où, quand tu vas ailleurs, tu apprends des choses que tu ne savais pas. En tout cas, sur ce côté, c'est bon. Et puis ça fait que, de plus en plus, tu connais de nouveaux gars. Pendant les audiences foraines, on appelait ceux de l'autre côté pour avoir le point de la situation. C'est là qu'on a appris qu'ils se sont battus avec les patriotes. Ce jour là, on les a assistés moralement d'abord, ensuite une délégation est allée les voir pour soutenir les parents blessés et leur demander de tenir bon [J. 13 septembre 2006].

La mobilité physique des acteurs s'observe aussi à la Sorbonne et au TPCA. En effet, on retrouve les mêmes orateurs dans les deux espaces

qu'ils fréquentent parfois le même jour. Les activités de ces deux espaces ne se déroulent pas au même moment dans ces lieux. Cela donne la possibilité à un orateur d'intervenir à la Sorbonne l'après-midi entre 11 h et 14 h et de prendre la parole au TPCA dans l'intervalle de 16 h à 19h. Il en est de même pour l'auditoire qui se déplace aussi. Il a été donné d'identifier certaines personnes venues assister aux délibérations du TPCA et à la Sorbonne. Un animateur confirme ce constat dans ces propos : « Le même orateur que vous avez vu au Plateau vous pouvez le rencontrer le même jour à Yopougon, à Port Bouët ou bien à Koumassi. Il peut faire deux ou trois espaces par jour. Il commence à la Sorbonne le matin à 9 h ou 10 h, l'après-midi à 16 h il peut aller là bas pour intervenir s'il est sollicité » [K. 13 septembre 2006].

La mobilité externe

La mobilité des orateurs ne se limite pas aux différentes communes d'Abidjan. Elle se déploie hors des frontières du District d'Abidjan. Les orateurs sont souvent envoyés en mission dans des villes de l'intérieur à l'initiative de la Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire (FENAPCI) ou de certains acteurs politiques. Ces derniers ont utilisé les talents d'orateurs et la renommée qu'ils se sont forgée parfois dans ces mêmes villes pour construire la vision du FPI pendant les audiences foraines. La maîtrise du terrain a été d'un atout inestimable dans la diffusion d'une idéologie, notamment dans le déclenchement des affrontements.

Le 1^{er} Secrétaire à l'organisation d'un de ces deux espaces explique la mission de ces orateurs :

Ils ne sont pas en grand nombre. Ils vont à l'intérieur sur invitation des parlements et agoras de l'intérieur tel que San-Pédro, Divo, Gagnoa, Abengourou, Daloa, Adzopé, Issia et Agboville. C'est grâce à eux que l'intérieur a été couvert dans cette période. Ils voyagent beaucoup. Ils ont accompagné les hommes politiques dans leur tournée de mobilisation pendant les audiences foraines [P. 13 septembre 2006].

La mobilité des orateurs et des autres participants facilite la propagation de l'information politique. On le constate, les espaces de discussion de rue constituent une arme de choix dans l'action psychologique. Ils servent de relais aux messages politiques des leaders des partis qui animent le champ politique. Pour ce faire, ils co-construisent le discours de ces hommes. Cette fonction de co-construction s'effectue également à l'aide de la presse en interprétant les articles des journalistes. Il importe de retenir que les médias alimentent la base de données de ces espaces. Ces discours deviennent

performants lorsque les acteurs, notamment les orateurs, les chargent de mots, de slogans, visant à provoquer les sentiments recherchés. La rhétorique manichéenne suivante est construite : ami/ennemi, loyaliste/assaillant, étranger/autochtone. Le mouvement des idéologies est facilité par la mobilité des acteurs des espaces de discussion de rue. En effet, les orateurs, les auditeurs, les membres se déplacent pour porter l'information.

